Pour la clarté

Depuis plusieurs années et pratiquement depuis la guerre des classes en Espagne, un malaise se sentait dans le mouvement anarchiste international quelque chose n'allait pas, n'allait plus... Pourtant, les évènements donnent chaque jour raison. Allons-nous donc manquer le « rendez-vous de l'Histoire » ? Étions-nous « en marge » ? Dans cette situation, il était logique de vouloir réexaminer la doctrine anarchiste. Cela fut l'occasion de commettre mille trahisons, mille falsifications, de se « ranger » à droite ou à gauche... Ce n'est pas avec ceux-là que nous voulons polémiquer. Pas plus que « réinventer » l'Anarchisme : il n'en a pas besoin. Il suffit de le repenser – ce que nous proposons aux camarades, aux amis : quelques textes « classiques », des réflexions de quelques camarades du groupe Christo Boteff (qui n'engagent pas les GAAR en tant qu'organisation) et que nous soumettons à la critique constructive de tous. L'Anarchisme est devenu une notion très, trop élastique et il ne s'agit pas d'en faire un exposé complet... encore moins un programme, statut ou manifeste. Mais nous espérons que de la discussion pourront se dégager certaines notions constructives.

L'Anarchisme en tant que système social

Négation complète de l'ordre social actuel, bien sûr...

Mais, parce que beaucoup d'autres formulent aussi des critiques contre cet ordre, ayant extérieurement le même sens (de certains libéraux aux milieux « progressistes », en passant par tous les partis et toutes les tendances socialistes) nous devons préciser ici le caractère de la société actuelle :

- L'État, le pouvoir et le centralisme constituent sa base sociale ;
- Le capitalisme privé, les trusts ou le capitalisme

d'État, l'exploitation et la misère, la division en classe et l'inégalité font sa base économique ;
- La violence, la terreur ou les méthodes politiques parlementaires du gouvernement ; les possessions coloniales ou semi-coloniales, économiques ou militaires, l'esclavage les guerres impérialistes et l'exploitation des sentiments nationaux, la religion, les mystifications politiques et les mensonges – sont les moyens et les méthodes qui défendent et soutiennent cette société.

Tandis qu'une société anarchiste est :

- Libertaire, anti-étatiste et sans classe, parce que :
  - La liberté, la solidarité et le fédéralisme servent de base à la vie personnelle et commune.
  - L'édification de la société se fait sur la base des communes libres et l'association en fédérations libres sans aucun élément de pouvoir.
  - La possession de tous les biens, la production et la distribution sont communistes par suite de l'expropriation et de la socialisation des moyens de production, de transport, d'achat et de distribution.

... « Il est à noter combien absurde – ou intéressé – est le reproche fait aux anarchistes de ne savoir « que détruire », de n'avoir aucune idée « positive », constructrice ; surtout lorsque ce reproche leur est lancé par les « gauches ». Les discussions entre les partis politiques d'extrême gauche et les anarchistes avaient toujours pour objet : la tâche positive et constructive à accomplir après la destruction de l'État bourgeois (au sujet de laquelle tout le monde était d'accord). Quel devait être alors le mode d'édification de la société nouvelle : étatiste, centraliste et politique ou fédéraliste, apolitique et simplement sociale ? Tel fut toujours le sujet des controverses entre les uns et les autres : preuves irréfutables que la préoccupation essentielle des

anarchistes fut toujours, précisément, la construction future.

Voline, dans « La Révolution Inconnue », p. 154 (d'après le texte français)

... « Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges... Je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées et fédérées dans les communes, et non pas l'action suprême et tutélaire de l'État...

Bakounine

... « Le vrai communisme n'est possible que dans l'anarchie, le communisme est un idéal, il deviendra un régime, un mode de vie sociale dans lequel la production est organisée dans l'intérêt de tous, dans la manière d'utiliser au mieux le travail humain pour donner à tous le maximum de bien-être et de liberté possible et dans lequel tous les rapports sociaux conçus en vue de garantir à chacun le maximum de satisfaction, de développement possible matériel, moral et intellectuel. Mais une société communiste n'est possible que dans la mesure où elle surgit spontanément du libre accord et par la volonté variable déterminée par les circonstances extérieures et les désirs de chacun. »

Malatesta, d'après le texte italien « Acora su comunismo et anarchia » dans « Umanita Nova » Milan, 5-9-1920

L'anarchisme et l'État

L'anarchisme rejette l'État dans toutes ses fonctions – sociales, économiques, culturelles, etc., et le considère comme une contradiction de la justice sociale, de la liberté et de l'égalité réelle. Il lutte non seulement pour son

abolition complète, mais il refuse de se servir de ses institutions et d'accepter la possibilité d'une « démocratisation » et d'un rôle « progressif temporaire » sous la forme d'un nouvel État « socialiste », « ouvrier », « prolétarien ».

L'émancipation économique et la disparition d'une classe dirigeante sans détruire l'État, le gouvernement et le pouvoir en général, ne mènent pas à la véritable libération.

... « Par conséquent, il n'y a pas et il ne peut pas y avoir un État, bon, éthique et juste. Tous les États sont mauvais dans ce sans, qu'ils sont par leur nature, par les conditions et les buts de leur existence, diamétralement opposés à la justice humaine, à la liberté et à la morale. Dans ce sens là il n'y a pas une grande différence entre le sauvage Empire Russe et l'État européen le plus civilisé. C'est ainsi. Je suis arrivé à la conclusion que celui qui veut, avec nous, la confirmation de la liberté, la justice et la paix, s'il veut l'émancipation complète des peuples doit demander, avec nous, la destruction de tous les États, et la fondation sur ses ruines des fédérations mondiales, des associations productrices libres dans tous les pays.

Bakounine, d'après les textes russes « Œuvres Complètes » (T3 116-1)
... « L'État, par son principe même est un immense cimetière, où viennent se sacrifier, mourir, s'enterrer toutes les manifestations de la vie individuelle et locale, tous les intérêts particuliers dont l'ensemble constitue précisément la société. C'est l'autel ou la liberté réelle et le bien-être des peuples sont immolés à la « grandeur politique » ; et plus cette immolation est complète, plus l'État est parfait. L'État a toujours été le patrimoine d'une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise — classe bureaucratique enfin, lorsque toutes les autres classes s'étant épuisées, l'État tombe (ou s'élève comme on voudra), à la condition de machine. L'avènement de la

liberté est incompatible avec l'existence des États... »

Bakounine (d'après les textes russes et français) ... « Cherchons donc à établir les causes essentielles de la défaite de l'idée anarchiste (N.B. en Russie). Elles sont multiples. Énumérons-les, par ordre d'importance, et tâchons de les juger à leur juste valeur :

1. L'état d'esprit général des masses populaires : en Russie, comme partout ailleurs, l'État et le gouvernement apparaissaient aux masses comme des éléments indispensables, naturels, historiquement fondés une fois pour toutes. Les gens ne se demandaient même pas si l'État, si le gouvernement représentent des institutions « normales », utiles, acceptables. Une pareille question ne leur venait pas à l'esprit...
2. Ce préjugé étatiste, presque inné, dû à une évolution et à une ambiance millénaires, donc, devenu une « seconde nature », fut raffermi ensuite par la presse tout entière, y compris celle des partis socialistes. N'oublions pas que la jeunesse russe avancée lisait une littérature qui, invariablement, présentait le socialisme sous un jour étatiste. Les marxistes et les anti-marxistes se disputaient entre eux, mais pour les uns comme pour les autres, l'État restait la base indiscutable de toute société moderne...

Il faut ... donc que la société actuelle soit ruinée de fond en comble, avec son économie, son régime social, sa politique, ses mœurs, ses coutumes et ses préjugés. Telle est la voie où l'histoire s'engage quand les temps sont mûrs pour la véritable Révolution, pour la vraie émancipation.

C'est ici que nous touchons le fond du problème

... « J'estime qu'en Russie cette destruction n'est pas allée assez loin. Ainsi, l'idée politique n'a pas été détruite, ce qui a permis aux bolchevistes de s'emparer du pouvoir,

d'imposer leur dictature et de la consolider... Elle ne fut pas assez complète pour les détruire dans leur essence même, pour obliger des millions d'hommes à abandonner tous les faux principes modernes (État, Politique, Pouvoir, Gouvernement, etc.), à agir eux-mêmes sur les bases entièrement nouvelles et à en finir à tout jamais, avec le capitalisme et avec le pouvoir sous toutes ses formes.

Cette insuffisance de la destruction fut, à mon avis, la cause fondamentale de l'arrêt de la Révolution russe et de sa déformation par les bolcheviks.

... Admet-on, oui ou non, qu'un « État » politique dirigé par un « gouvernement » représentatif, politique ou autre, puisse servir de cadre à une vraie société future ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est déjà pour une bonne partie.

Admet-on, oui ou non, qu'un « État » politique etc. puisse servir de société « transitoire » vers le véritable socialisme ? Si oui, on n'est pas anarchiste. Si non, on l'est...

Voline, « La Révolution inconnue » (p.160-161-176.)

L'anarchisme et l'organisation

Nous admettons l'organisation dans l'esprit anarchiste-communiste :

Une organisation idéologique spécifique et plusieurs autres organisations – syndicales, de la jeunesse, des femmes, culturelles, des coopératives, etc. selon les besoins et les buts de la lutte jusqu'à la révolution, et ensuite, selon ceux de l'édification de la société nouvelle.

Nous tenons à préciser et à formuler la différence sur le plan d'organisation qui existe entre nous et :

- les anarchistes individualistes, qui acceptent certains

principes anarchistes mais nient la nécessité des organisations permanentes et bien formées ;

- les anarchistes syndicalistes qui n'acceptent que les organisations purement professionnelles, de production et de distribution, et pensent qu'elles sont suffisantes non seulement pour la production et l'économie, mais aussi pour mener la lutte pour la destruction de la société actuelle, et pour donner la forme sociale à l'anarchisme ;
- ceux qui se basent. uniquement sur l'organisation en la considérant comme un moyen universel capable d'apporter l'unité dans la pensée et dans l'action, d'assurer un succès rapide, de créer la discipline ; tous ceux qui, pour cette sorte d'organisation, sont prêts à sacrifier les principes mêmes de l'anarchisme : celui de la liberté, de l'accord libre, du fédéralisme, des chefs, et qui utilisent même le principe de la majorité imposant des limites à la critique en cas de. divergences, de tous ceux dont l'organisation va jusqu'à ne plus se distinguer d'un parti.

Pour arriver à la société libre anarchiste il faut que l'organisation de ses forces soit aussi libre, créatrice, fédéraliste et révolutionnaire. Dans cette lumière doivent aussi être les autres organisations, plus ou moins libertaires, sans aucune contrainte. Sans jouer le rôle de guide des minorités agissantes, etc.

... « Nous ne sommes pas contre l'organisation anarchiste, mais nous la voyons autrement, dans son contenu ainsi que dans sa forme. Nous ne... considérons pas que l'organisation, comme telle, peut guérir et arranger tout ; autrement dit nous n'exagérons pas son importance et ne voyons ni le profit, ni la nécessité de sacrifier les principes et les idées de l'anarchisme même pour l'organisation seule... »

(de « Réponse à la plate-forme d'organisation » éditée à Paris en 1927, signée par Voline, avec un groupe anarchiste russe,

ici d'après le texte russe.)
... « La seule organisation sociale rationnelle, équitable, compatible avec la dignité et le bonheur humains, sera celle qui aura pour base, pour âme, pour unique loi et pour but suprême, la liberté... Rien n'est aussi dangereux. pour la morale privée de l'homme que l'habitude du commandement. Le meilleur homme, le plus intelligent, le plus désintéressé, le plus généreux, le plus pur, se gâchera infailliblement et toujours à ce métier. Deux sentiments inhérents au pouvoir ne manquent jamais de produire cette démoralisation : le mépris du chef pour les masses populaires et l'exagération de son propre mérite...

... La solidarité. Ce principe peut être formulé ainsi : aucun individu humain ne peut reconnaître sa propre humanité, ni par conséquent, la réaliser dans sa vie, qu'en la reconnaissant en autrui et qu'en coopérant à sa réalisation pour autrui. Aucun homme ne peut s'émanciper qu'en émancipant avec lui tous les hommes qui l'entourent. Ma liberté est la liberté de tout le monde, car je ne suis réellement libre, libre non seulement dans l'idée mais dans les faits, que lorsque ma liberté et mon droit trouvent leur confirmation, leur sanction, dans la liberté et dans le droit de tous les hommes, mes égaux.

Bakounine, (d'après des textes russes et français.)
... « Non, le syndicalisme n'est pas le moyen nécessaire et suffisant de la révolution sociale. Les syndicalistes prennent les moyens pour la fin, la partie pour le tout. L'idée selon laquelle l'organisation ouvrière générale suffirait aux tâches révolutionnaires de l'anarchisme est fondée sur une confusion : la révolution n'est pas ouvrière seulement, mais humaine... Or, c'est le rôle des anarchistes, d'éveiller les syndicats à l'idéal, en les orientant peu à peu vers la révolution sociale. »

Malatesta, (discours au Congrès d'Amsterdam, 1907)
... « De façon générale, une interprétation erronée – ou le plus souvent, sciemment inexacte – prétend que la conception

libertaire signifie l'absence de toute organisation. Rien n'est plus faux. Il s'agit, non pas d'organisation et de « non-organisation », mais de deux principes différents d'organisation.

Toute révolution commence, nécessairement, d'une manière plus ou moins spontanée, donc confuse, chaotique. Il va de soi – et les libertaires le comprennent aussi bien que les autres – que si une révolution reste là, à ce stade primitif, elle échoue. Aussitôt après l'élan spontané, le principe d'organisation doit intervenir dans une révolution, comme dans toute autre activité humaine... Naturellement, disent les anarchistes, il faut que la société soit organisée. Mais cette organisation nouvelle, normale et désormais possible, doit se faire librement, socialement et, avant tout, en partant de la base. Le principe d'organisation doit sortir, non d'un centre créé d'avance pour accaparer l'ensemble et s'imposer à lui, mais – ce qui est exactement le contraire – de tous les points, pour aboutir à des nœuds de coordination, centres naturels destinés à desservir tous les points... Mais, en tous lieux et en toute circonstance, toutes ces valeurs humaines doivent librement participer à l'œuvre commune, en vrais collaborateurs, et non en dictateurs. »

Voline, (id. 154–155)

L'anarchisme et les classes

Nous sommes contre l'État, le Pouvoir et la Société divisée en classes.

Nous sommes pour la société libre et sans classes.

Nous sommes contre tout privilège, oppression, exploitation de l'homme par l'homme, contre toute dictature même quand elle a la prétention de représenter une soi-disant majorité, nous n'acceptons aucune institution basée sur le pouvoir et l'oppression qui n'ont pour but que le soutien des inégalités,

des privilèges, de la misère, de l'esclavage et des classes. Nous ne cantonnons pas la Révolution sociale dans les limites étroites d'un changement politique, nous ne la voyons pas comme une œuvre d'un groupe, parti ou même classe, mais nous la considérons comme une libération profonde et complète, économique, sociale, intellectuelle et morale – œuvre, par conséquent, des masses populaires, de tous ceux qui sont exploités, soumis et gouvernés – et aussi de tous ceux qui luttent et désirent cette libération.

Par conséquent, nous considérons l'anarchisme comme un idéal profondément humain, dépassant les intérêts d'une classe quelconque, étant donné qu'il nous conduit vers une société sans classe.

Mais, constatant qu'à la base de la société actuelle se trouvent deux facteurs : économique et celui du pouvoir, nous sommes amenés à souligner la réalité de sa structure de classes. Certaines de ces classes doivent être considérées comme défenseurs de la société actuelle, les autres comme ses ennemies conscientes ou inconscientes, menant la lutte centre le capitalisme, l'État ou la religion comme causes et conséquences de la division en classes, de l'oppression et de l'inégalité, lutte dirigée contre cette société en tant que telle et par conséquent contre les classes qui la soutiennent, lutte menée principalement par les exploités et les opprimés, engagés par intérêt vital dans cette lutte et la Révolution.

Nous considérons donc que le caractère de classe est un des éléments fondamentaux de l'anarchisme dans sa lutte jusqu'à et pendant la Révolution.

Nous tenons à donner une brève explication sur notre conception des classes :

- Les classes sont l'expression des rapports de forces économiques dans la société actuelle ; d'un côté ceux qui possèdent les biens, les crédits, les moyens de

> production, des transports et d'échanges – les capitalistes, les exploiteurs directs et indirects ; de l'autre ceux qui n'ont que leurs forces physiques et intellectuelles à vendre pour pouvoir vivre – les exploités directs et indirects. Mais une classe, même sur le plan économique, n'est ni constante ni compacte – c'est-à-dire son intégralité varie selon la situation économique et sociale du moment, et selon les passages des éléments d'une classe à l'autre. Les intérêts des différentes couches d'une même classe peuvent ne pas être identiques dans certains cas et peuvent être même opposés. Sur ce fait est basée la pratique de la collaboration de classes (sociale-démocratie et tous les réformismes de gauche). Mais ce fait prouve également l'erreur du syndicalisme étroit, de l'ouvriérisme. Le seul facteur économique, malgré son importance primordiale, n'est pas capable ni suffisant pour réveiller la conscience et la solidarité de classe, pour écarter le danger d'une nouvelle dictature, pour fixer les buts de la Révolution et de la société nouvelle.

La classe, par ailleurs, est l'expression du pouvoir, autre caractéristique fondamentale de la société actuelle – c'est-à-dire de gouvernants et des gouvernés, des oppresseurs et des oppressés. Mais le pouvoir et l'État, en tant que tels, sont capables, d'autre part, d'engendrer des classes nouvelles, par la création des institutions de l'État, d'un appareil bureaucratique, des responsabilités, des privilèges, des avantages économiques, de la technocratie.

La conscience de classe et la solidarité sont des facteurs importants, mais si elles ne sont pas accompagnées par une profonde conscience révolutionnaire, elles ne sont pas des facteurs suffisants pour conduire les masses jusqu'à l'émancipation complète. Dans ce sens l'anarchisme comme idée et but est le stimulant et le catalisateur qui donne la direction et définit le caractère des luttes sociales et de la

Révolution.

La lutte de classes est un fait et non pas un mythe. Mais nous refusons d'utiliser cette lutte pour des buts politiques, étatiques ou d'un parti, pour instaurer la dictature d'une classe sur une autre. Pas de domination, pas de dictature, pas de remplacement d'un gouvernement par un autre – mais l'abolition de tous les privilèges, exploitation, classes, vers la société sans classes, sans pouvoir, vers la société anarchiste.

... « Dans son mouvement en avant l'humanité dans chaque époque pose au premier plan le problème de la lutte contre la forme concrète de l'oppression ; la suppression de l'esclavage et des serfs, la liberté de la conscience, l'anéantissement des privilèges féodaux, l'abolition du despotisme politique, l'émancipation des peuples opprimés etc. Dans notre époque, après la Révolution Française, la forme principale d'oppression – c'est le capitalisme, exploitant le travail.

Dans la lutte actuelle des classes, chaque victoire de la classe ouvrière est une victoire aussi du progrès humain, en général. Il n'y a pas de contradiction ici – si quelqu'un nous proposait une action profitable pour le prolétariat, mais dangereuse pour les intérêts de l'humanité et pour l'homme, nous devrons lui répondre qu'il y a ici erreur, qu'une telle tactique est sans aucun doute nuisible aussi pour le prolétariat lui-même. »

Maria Korn-Isidine (dans « L'Humanité ou les classes »)
... « La dictature du prolétariat est une formule de l'impérialisme des classes, absurde et dangereuse. Le prolétariat doit disparaître, mais pas gouverner. Le prolétariat est précisément un prolétariat, parce que de sa naissance jusqu'à sa tombe, sous le fardeau des circonstances, il est condamné à appartenir à la classe la plus pauvre, la plus ignorante et mal instruite ; et par conséquent la moins apte à une émancipation individuelle et moins capable de

donner son influence à la vie politique. Le prolétariat, encore plus que les autres classes, est exposé à une vieillesse et une mort prématurée. Libéré de cette injustice, le prolétariat cesse d'être une classe parce que les privilèges des autres classes sont supprimés. Et dans la vie il y aura seulement des catégories humaines : les intelligents et les sots, les instruits et les mal instruits, les sains et les malades, les honnêtes et les malhonnêtes, les beaux et les laids... »

Berneri, (dans « la guerre des classes en Espagne ») ... « La dictature du prolétariat est une conception marxiste. Suivant Lénine :

« est seul marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte de classes à la reconnaissance de la Dictature du prolétariat. »

Lénine avait raison : la dictature du prolétariat n'est en effet, pour Marx, que la conquête de l'État par le prolétariat, qui organisé en une classe politiquement dominante, arrive, au travers du socialisme d'État à la suppression de toutes les classes... Lénine déguisait les choses. Les marxistes « ne se proposent pas la destruction complète de l'État », mais ils prévoient la disparition naturelle de l'État comme conséquence de la destruction des classes au moyen d'une révolution sociale, qui supprime, avec les classes l'État. Les marxistes, en outre ne proposent pas la conquête armée de la Commune par tout le prolétariat, mais ils proposent la conquête de l'État par le parti, qu'ils supposent représenter le prolétariat... Les anarchistes admettent l'usage d'un pouvoir direct par le prolétariat, mais ils comprennent l'usage d'un pouvoir comme formé par l'ensemble des systèmes de gestion communiste – organisation corporative, institutions communales, régionales, nationales, librement constitué en dehors et à l'encontre de tout monopole politique de parti, et s'efforçant de réduire au minimum la centralisation administrative. Lénine, dans des buts de

polémique, simplifie arbitrairement les données de la différence qui exista entre les marxistes et nous. »

Camillo Berneri, (id ; d'après le texte français)

... « L'erreur fondamentale de Monatte et de tous les syndicalistes-révolutionnaires provient, selon moi, d'une conception beaucoup trop simpliste de la lutte des classes : la conception selon laquelle il suffit que les travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts propres pour défendre du même coup les intérêts du prolétariat tout entier contre le patronat. La réalité est, selon moi, très différente. Au sein de la « classe » ouvrière même existent, comme chez les bourgeois, la compétition et la lutte, les intérêts de telle catégorie ouvrière sont irréductiblement [en opposition] avec ceux d'une autre catégorie... Cependant, parmi les prolétaires la solidarité morale est possible à défaut de la solidarité économique. Cette solidarité morale, les ouvriers qui se cantonnent dans la défense de leurs intérêts corporatifs ne la connaîtront pas[[Le texte original paru dans N & R comportait quelques erreurs qui rendaient incompréhensible cet extrait, je l'ai rétabli d'après le texte original (V.D.)]] ; mais elle naîtra un jour où une volonté commune de transformation sociale aura fait d'eux des hommes nouveaux. La solidarité, dans la société actuelle, ne peut être que le résultat de la communion au sein d'un même idéal...

L'anarchie est le but, la révolution anarchiste que nous voulons dépasse de beaucoup les intérêts d'une classe ; elle se propose la libération complète de l'humanité actuellement asservie au triple point de vue – économique, politique, et moral... Le seul but qui vaille un effort est l'anarchie. »

Malatesta (d'après le texte français)

... « Si les masses ouvrières russes avaient eu à leur disposition, au moment même de la révolution, des organismes de classe de vieille date, expérimentés, éprouvés, prêts à agir... et à mettre cette idée en pratique... Or, la réalité

fut tout autre. Les organisations ouvrières ne surgirent qu'au cours de la Révolution... Rapidement le pays entier se couvrit d'un vaste réseau de syndicats, de comités d'usines, de soviets, etc. Mais ces organismes naissaient sans préparation ni stage d'activité préalable, sans expérience acquise, sans idéologie nette, sans initiative indépendante. Ils n'avaient encore jamais vécu des luttes d'idées ou autres... L'idée libertaire leur était inconnue. Dans ces conditions, ils étaient condamnés à se traîner, dès leurs débuts, à la remorque des partis politiques. Et par la suite – les bolcheviks, justement, s'en chargèrent –, le temps leur manqua pour que les faibles forces anarchistes puissent les éclairer dans la mesure nécessaire.

Les groupements libertaires comme tels ne peuvent être que des « postes émetteurs » d'idées. Pour que ces idées soient appliquées à la vie, il faut des « postes récepteurs » : des organismes ouvriers prêts à se saisir de ces idées-ondes, à les « capter » et les mettre à exécution. Si de tels organismes existent, les anarchistes, du corps de métier correspondant y adhèrent, y apportent leur aide éclairée, leurs conseils, leurs exemples, etc. Or, en Russie ces « postes-récepteurs » manquaient, les organisations surgies pendant la Révolution ne pouvant pas remplir ce rôle tout de suite. Les idées anarchistes tout en étant lancées très énergiquement par quelques « postes émetteurs » – peu nombreux d'ailleurs – se perdaient « dans l'air », sans être utilement « captées », donc, sans résultats pratiques, voire presque sans résonance effective...

L'absence d'organismes ouvriers socialement prêts à saisir et à réaliser, dès le début, l'idée anarchiste... Cette absence fut, à mon avis, l'une des raisons principales de l'échec de l'anarchisme dans la Révolution russe de 1917... »

Voline, (id. chapitre « Les deux idées de la révolution »
d'après le texte français.)

... « Trois conditions sont indispensables – dans cet ordre

d'idée – pour qu'une révolution réussisse jusqu'au bout :

- il faut que de très vastes masses poussées par la nécessité impérieuse y participent de plein gré ;
- que... les éléments les plus avancés et les plus actifs : les révolutionnaires, une partie de la classe ouvrière, etc. n'aient pas a recourir à des mesures de coercition d'allure politique ;
- pour ces deux raisons, l'immense masse « neutre » emportée sans contrainte par le vaste courant, par le libre élan de millions d'hommes et par les premiers résultats positifs de ce gigantesque mouvement, accepte de bon gré le fait accompli et se range de plus en plus du côté de la vraie révolution.

Ainsi, la réalisation de la véritable Révolution émancipatrice exige la participation active, la collaboration étroite, consciente et sans réserve de millions d'hommes de toutes conditions sociales, déclassés, désœuvrés, nivelés et jetés dans la Révolution par la force des choses. »

Voline, (id.)

... « Bakounine, dans son discours de 1867 devant le Congrès de la « Ligue pour la Paix et la Liberté » confirma, que l'époque de radicalisme est bien terminée, et que dès alors, commence une phase nouvelle dans la vie révolutionnaire – L'ère du socialisme ouvrier ; que désormais en même temps que la liberté politique sera la question pour l'émancipation économique, et que cette question prédominera dans l'histoire. Avec sa brochure adressée aux madziens (les disciples de Madzini n.b.) il a proclamé la fin des conspirations politiques révolutionnaires, et aussi, le social-christianisme sentimental, et le début du réalisme athéiste et communiste dans l'histoire.

Kropotkine pour M. Bakounine, (Écrits de 1905 ici d'après texte russe)

... « Dès maintenant entre – le prolétariat affamé, enivré de

passions révolutionnaires et luttant sans répit vers un monde nouveau, pour des vérités fondamentales de l'humanité, pour une société fondée sur la justice, la liberté, l'égalité et la fraternité – et de l'autre côté le monde des classes privilégiées défendant aussi avec vigueur l'ordre d'État, de métaphysie, des cléricaux, des militaires, des flics – cet ordre qui est la dernière forteresse qui garde encore leur privilège « chéri » de l'exploitation économique – entre ces deux mondes, je le répète, celui des hommes simples, les travailleurs et celui de la société « civilisée » – aucune paix n'est possible.

La guerre à outrance. Et pas seulement en France, mais dans toute l'Europe cette lutte doit s'achever avec la victoire de l'un des deux côtés. Ou le monde bourgeois, « civilisé » doit combattre et opprimer de nouveau les forces populaires avec la force du knout, de la baïonnette, du bâton, et avec la bénédiction, bien entendu de Dieu, et la confirmation de la « science moderne » – il reconquerra les masses ouvrières... Ou les masses laborieuses lèveront, d'elles-mêmes définitivement l'haïssable joug des siècles, détruiront à fond l'exploitation bourgeoise, – ce qui signifie : la solennité de la Révolution sociale, l'abolition de tout ce qui s'appelle « État ».

Et ainsi, d'un côté l'État, de l'autre la révolution sociale, ce sont les deux pôles dont l'antagonisme représente la vraie substance de la vie actuelle. Et aujourd'hui, dans tous les pays du monde civilisé n'existe qu'une seule question, l'entière et définitive émancipation du prolétariat de l'exploitation économique et de l'oppression étatique. La libération du prolétariat est impossible dans aucun État, car la première condition c'est l'abolition de chaque État...

Le fait économique a toujours précédé et précède le droit juridique.

Comme les États antiques ont péri par la main des esclaves,

ainsi les États actuels, périront par le prolétariat...

Entre le prolétariat et la bourgeoisie existe un antagonisme, sans compromis, parce qu'il est une conséquence logique de ses attitudes réciproques. Le bien-être de la classe bourgeoise est incompatible avec le bien-être et la liberté des travailleurs, car ce bien-être ne peut être basé que sur l'exploitation de ces derniers. Pour les mêmes raisons le bien-être et la dignité humaine des masses laborieuses exigent l'abolition de la bourgeoisie comme classe. »

Bakounine, (d'après les textes russes.)

Liberté et économie

Nous affirmons que la possibilité de la liberté effective pour tous implique l'avènement d'une économie communiste. Nous disons bien : communiste et non pas collectiviste car le collectivisme veut dire l'absence des différences de propriété, mais les différences de fonctions et de répartition subsistent. Et c'est justement avec ces différences dans la répartition qu'apparaissent les distinctions de classes. D'autre part, nous constatons que les libertés du libéralisme exigeant en fait la servitude du plus grand nombre, ne méritent pas d'être défendues puisqu'elles confèrent un droit qui n'est accessible qu'à ceux pour qui il n'y a pas de problèmes économiques. Les libertés « formelles » sont liées à des institutions qui perpétuent l'asservissement du prolétariat.

C'est donc par la résolution communiste du problème économique – c'est-à-dire par la suppression de l'aliénation – que l'on rend possible la coïncidence parfaite des fins particulières de l'individu et des fins générales de la collectivité. Mais nous affirmons que cette organisation communiste de l'économie n'est possible que dans l'Anarchie, de même que nous pensons que l'avènement total de l'Anarchie n'est possible que sur une base économique communiste. Car dans un régime autoritaire,

dirigé en l'absence des libertés, une classe ou une caste dirigeante se reconstitue fatalement avec ses privilèges et l'oppression comme conséquence. C'est pourquoi nous refusons de confondre l'émancipation du prolétariat avec l'avènement des régimes autoritaires. Quelle que soit leur origine.

Nous ne pensons pas pour autant que la transformation du régime de propriété soit satisfaisante pour définir tout le concept anarchiste de Révolution. Cette transformation de l'infrastructure est une condition nécessaire, *sine qua non*, de la transformation éthique, morale, culturelle, de ce qu'implique pour nous l'idée de la Révolution totale mais elle peut n'être pas suffisante. Nous ne pensons pas, qu'à partir de la révolution économique tout s'enchaîne nécessairement ; pour nous – contrairement au marxisme – l'anarchisme n'implique pas un automatisme de ce genre et nous pensons, avec Malatesta, que seule la volonté des hommes décidera de ces superstructures, bien qu'elles n'apparaissent que comme un reflet des conditions objectives. C'est pourquoi en luttant pour la libération économique nous avons conscience de lutter seulement pour une condition pour l'accomplissement de l'homme total et qui sera l'œuvre de lui-même.